

Oliver Cann, Associate Director, Media, Tel.: +41 (0)79 799 3405 oliver.cann@weforum.org

La Gouvernance et l'Innovation Toujours Plus Importantes Pour la Compétitivité

- *Le Rapport global sur la compétitivité 2013-2014* indique que les pays à fort taux d'innovation et disposant d'un réseau d'institutions prépondérantes dominent les classements internationaux de la compétitivité.
- Les Etats-Unis inversent une tendance à la baisse (depuis 4 ans) et le Japon se hisse à la 9^e place
- Vous pouvez télécharger le rapport intégral présentant la situation économique de 148 pays, leurs points forts, classements, etc. sous <http://www.weforum.org/gcr> et visionner les [vidéos des interviews](#) des résultats du rapport.

Genève (Suisse), le 4 septembre 2013 – Un fort taux d'innovation et un réseau institutionnel considérablement développé ont une influence croissante sur la compétitivité d'une économie, selon *Le Rapport mondial sur la compétitivité 2013-2014* publié aujourd'hui.

Pour la cinquième année consécutive, l'Indice global de la compétitivité (Global Competitiveness Index - GCI) place la Suisse en tête du classement. Singapour et la Finlande continuent de figurer respectivement en deuxième et troisième position. L'Allemagne progresse de deux places (4^e) et les Etats-Unis inversent une tendance à la baisse, endurée depuis quatre ans, et gagnent deux places pour occuper la 5^e position. Hong Kong (7^e) et le Japon (9^e) ont également comblé l'écart qui les séparait des économies les plus compétitives, alors que la Suède (6^e), les Pays-Bas (8^e) et le Royaume-Uni (10^e) perdent du terrain.

Les Etats-Unis demeurent un des leaders mondiaux en termes d'innovation de produits et de services. Leur progression dans le classement est due à une amélioration perçue des marchés financiers et une plus grande confiance vis-à-vis des institutions publiques. Cependant, des préoccupations subsistent quant à leur stabilité macroéconomique, classée 117^e sur 148.

En **Europe**, les efforts déployés pour lutter contre l'endettement public et l'éclatement de l'euro ont détourné l'attention des problèmes structurels et plus fondamentaux liés à la compétitivité. Les pays du sud, dont l'Espagne (35^e), l'Italie (49^e), le Portugal (51^e) et surtout la Grèce (91^e) devront remédier aux manques d'efficacité et de flexibilité de leurs marchés, promouvoir l'innovation et améliorer l'accès au financement afin d'améliorer la compétitivité de l'ensemble de la région.

Top 10	GCI 2013	GCI 2012	
Suisse	1	1	→
Singapour	2	2	→
Finlande	3	3	→
Allemagne	4	6	↑
Etats-Unis	5	7	↑
Suède	6	4	↓
Hong Kong	7	9	↑
Pays-Bas	8	5	↓
Japon	9	10	↑
Royaume-Uni	10	8	↓

Certains des grands **pays émergents** doivent également encourager leurs secteurs privé et public ainsi que la société civile à mettre en œuvre des réformes indispensables. Parmi les cinq pays BRICS, la République populaire de Chine (29^e) reste largement en tête, suivie par l'Afrique du Sud (53^e), le Brésil (56^e), l'Inde (60^e) et la Russie (64^e). Seule la Russie parvient à progresser, gagnant trois places. Inversement, le Brésil perd huit places.

Parmi les **économies asiatiques**, l'Indonésie bondit de douze places pour atteindre la 38^e place, ce qui en fait le pays ayant enregistré la plus forte progression parmi les économies du G20 depuis 2006, tandis que la Corée du Sud (25^e) recule de six places. Singapour, Hong Kong, le Japon et Taiwan (Chine) (12^e) se classent tous parmi les vingt meilleures nations. Les pays asiatiques en développement affichent des résultats très mitigés et des tendances divergentes: la Malaisie occupe la 24^e place, alors que des pays comme le Népal (117^e), le Pakistan (133^e) et Timor-Leste (138^e) sont parmi les derniers du classement. Le Bhoutan (109^e), le Laos (81^e) et le Myanmar (139^e) figurent pour la première fois dans le classement.

Au **Proche Orient et en Afrique du Nord**, le Qatar (13^e) se classe 1^{er} de la région, alors que les Emirats Arabes Unis (19^e) entre pour la première fois le top 20. L'Arabie saoudite (20^e) recule de deux places mais figure toujours parmi les vingt premiers. Israël se place en 27^e position. L'Égypte (118^e) poursuit son recul et perd 11 places par rapport à l'indice de l'année dernière. Le Bahreïn (43^e), la Jordanie (68^e) et le Maroc (77^e) reculent également. Dans la région, l'Algérie avance à la 100^e place et la Tunisie réintègre le classement à la 83^e place.

En **Afrique sub-saharienne**, l'Île Maurice (45^e) dépasse l'Afrique du Sud (53^e) et devient l'économie la plus compétitive de la région. Seuls huit pays de l'Afrique sub-saharienne se classent parmi les cent premiers. Des efforts considérables dans tous les domaines sont nécessaires pour améliorer la compétitivité de l'Afrique. Parmi les pays à faible revenu, le Kenya (96^e) affiche la plus forte progression, gagnant 10 positions. Le Nigéria (120^e) demeure en bas de classement, illustrant le besoin pressant de ce pays de diversifier son économie.

Malgré une forte croissance économique au cours des dernières années, l'**Amérique latine** continue d'accuser une faible productivité. Ainsi, on observe une stagnation générale de ses performances en termes de compétitivité. Le Chili (34^e) reste en tête de la région devant le Panama (40^e), le Costa Rica (54^e) et le Mexique (55^e). Leurs positions demeurent presque inchangées.

« L'innovation devient toujours plus critique pour déterminer la capacité d'un pays à assurer sa prospérité future », a affirmé Klaus Schwab, fondateur et Président Exécutif du World Economic Forum. « Je prévois que la distinction classique entre pays 'développés' et 'moins développés' va progressivement s'estomper. A l'avenir nous allons parler de leur capacité d'innovation – de pays riches ou pauvres en termes d'innovation. Par conséquent, il est indispensable pour les leaders des milieux économiques, politiques et de la société civile de collaborer et mettre en place des systèmes de formation et des conditions propices à l'innovation. »

Et Xavier Sala-i-Martin, professeur d'économie à l'Université de Columbia aux Etats-Unis a d'ajouter: "Le rapport souligne le changement des priorités par rapport à il y a une année encore, lorsqu'il s'agissait de parer au plus pressé. Désormais l'urgence est d'implémenter des réformes structurelles. »

Information à l'intention des rédacteurs :

Le Rapport Global sur la Compétitivité se fonde sur le classement établi par l'Indice Global de Compétitivité (GCI en anglais) introduit en 2004 par le World Economic Forum. Définissant la compétitivité en tant qu'*ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays*, le classement du GCI est basé sur plus de 100 indicateurs organisés en 12 catégories, les piliers de compétitivité, qui permettent de dresser un portrait de la compétitivité d'un pays. Ces piliers sont les suivants : les institutions, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, la santé et l'enseignement primaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, l'efficacité du marché des produits, l'efficacité du marché du travail, l'évolution des marchés financiers, la maturité technologique, l'importance du marché, le degré de sophistication des affaires et l'innovation. Vous trouverez d'autres informations sur la méthodologie du rapport en cliquant [ici](#).

Pour consulter *le Rapport global sur la compétitivité 2013-2014*: <http://wef.ch/gcr13reader>

Pour télécharger l'intégralité du classement (format PDF ou Excel)

Pour devenir fan du Forum sur **Facebook** : <http://wef.ch/facebook>

Pour suivre le Forum sur **Twitter** : <http://wef.ch/twitter> et <http://wef.ch/livetweet>

Pour lire le **Forum Blog** : <http://wef.ch/blog>

Pour consulter les **manifestations à venir** du Forum : <http://wef.ch/events>

Pour s'abonner aux **communiqués de presse** du Forum : <http://wef.ch/news>

Le World Economic Forum est une organisation internationale indépendante vouée à améliorer la situation du monde en invitant les leaders à former des partenariats pour façonner les priorités mondiales, régionales et industrielles.

Fondation créée en 1971 basée à Genève (Suisse), le World Economic Forum est impartial et sans but lucratif ; il n'entretient aucun lien avec des intérêts politiques, partisans ou nationaux (<http://www.weforum.org>).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>